



Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Conferenza delle direttrici e dei direttori dei dipartimenti cantonali di giustizia e polizia

Informations de la séance du Comité CCDJP des 19/20 septembre 2019

Participants : Urs Hofmann (CdE, président ; AG), Béatrice Métraux (CdE, vice-présidente ; VD), Baschi Dürr (CdE, vice-président ; BS), Fredy Fässler (CdE, SG), Jacqueline Fehr (CdE, ZH), Norman Gobbi (CdE, TI), Karin Kayser-Frutschi (CdE, NW), Alain Ribaux (CdE, NE), le cdt Stefan Blättler (président CCPCS ; vendredi uniquement), Roger Schneeberger (secrétaire général CCDJP), Alain Hofer (secrétaire général adj. CCDJP), Claudio Stricker (collaborateur scientifique SG CCDJP), Barbara Jäggi (Secrétariat SG CCDJP).

Projets dans le domaine de l'état civil

Le Comité CCDJP prend acte de l'avancement des travaux relatifs aux projets « assurance-qualité en matière d'état civil » et « émoluments en matière d'état civil ». Ce faisant, il constate qu'en ce qui concerne les émoluments, il convient de trouver une solution pragmatique et rapide, de manière à ce que le problème de la baisse des recettes des émoluments en matière d'état civil puisse être réglé dans les plus brefs délais au moyen d'une révision complète de l'ordonnance sur les émoluments en matière d'état civil (OEEC). Le Comité a en outre été informé par l'Office fédéral de la justice de l'avancement des projets relatifs au nouveau système informatique Infostar New Generation, qui doit remplacer, à partir du 1^{er} janvier 2023, le système de gestion informatisée des registres de l'état civil Infostar mis en service en 2004.

Prise de position sur le rapport concernant les soins de santé en milieu carcéral

Le Comité CCDJP prend acte du rapport exhaustif sur l'examen à l'échelle nationale de la prise en charge médicale dans les établissements de privation de liberté rédigé par la Commission nationale de prévention de la torture (2018-2019). Se fondant sur les retours des secrétaires des concordats sur l'exécution des peines et du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP), le Comité adopte une prise de position de la CCDJP à l'attention de la CNPT. Cet avis sera publié dès que le rapport de la CNPT sera accessible au public.

Document-cadre sur l'assistance au suicide dans l'exécution des peines et des mesures

Le Comité CCDJP prend acte du document-cadre du CSCSP sur l'assistance au suicide dans l'exécution des peines et des mesures. Il constate que, sur certains points, le contenu de ce document s'écarte de l'expertise établie par l'Université de Zurich le 2 mai 2019. En effet, tandis que le groupe de travail du CSCSP est clairement favorable à ce que l'assistance au suicide soit autorisée en cas de troubles psychiques graves, l'expertise limite le suicide assisté dans l'exécution des peines et des mesures aux maladies physiques en phase terminale. La prochaine étape prévue pour permettre aux cantons d'exprimer une position aussi uniforme que possible consistera à mener une consultation sur ce document-cadre auprès des concordats sur l'exécution des peines.

Recommandations « Première activité professionnelle des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés »

Le Comité CCDJP se joint aux Comités de la CDEP et de la CDAS pour soutenir les recommandations de l'ASM et de l'AOST concernant les premières activités professionnelles des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés. Ces recommandations prévoient en particulier que :

- les premières activités sur le premier marché du travail sont exclusivement réservées aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire ;
- les premières activités sur le premier marché du travail font partie d'un plan d'intégration individuel et sont donc toujours dûment justifiées ;
- la durée et le salaire sont réglementés ;
- la gestion est assurée tout au long du processus (accompagnement par un coach) ;
- la protection des conditions de travail et des conditions salariales est garantie.

Les recommandations seront adoptées à l'issue d'une consultation menée par la CdC auprès des gouvernements cantonaux.

Prise de position du Comité CCDJP sur les projets mis en consultation

Ordonnances sur la protection de la population et sur la protection civile

Sachant que la CG MPS s'est exprimée sur le sujet, la CCDJP renonce à prendre position.

Ordonnance sur la protection des personnes et des bâtiments relevant de la compétence fédérale

La CCDJP adhère à la prise de position de la CCPCS.

Admission provisoire : modifications de la loi sur les étrangers et l'intégration

La CCDJP prendra position sur la base des avis exprimés par la CdC, la CDAS et l'ASM.

Modification de la loi sur le profil ADN

La CCDJP prend position sur la base d'un projet de la Commission des affaires juridiques pénales.

Ordre du jour de l'Assemblée d'automne CCDJP 2019

Jeudi 14 novembre 2019 : Dossiers Confédération/cantons

- Mots d'accueil par le président
- Migration
 - Développement dans le domaine de l'asile
 - Mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile : avancement
 - Possibilités d'optimisation des domaines de l'asile et du retour
 - Répercussions sur le modèle de compensation
- Rapport intermédiaire du Comité d'experts Procédure d'asile et hébergement
- Rapport intermédiaire du Comité d'experts Retour et exécution des renvois
- Informations du DFJP sur la législation
- Adoption de la Stratégie IBM 2027
- Accord concernant les opérations internationales de renvoi
- Situation actuelle de la politique de sécurité (directeur SRC)
- Exercice du Réseau national de sécurité ENRS19 ; premier bilan
- Convention TIP ; résultats de la procédure de consultation et adoption de la convention
- HIJP/Justitia 4.0 ; avancement du programme et décisions sur le financement
- Programme HIP ; avancement du programme et décisions sur le financement
- Mesures pour lutter contre les violences domestiques

- Désenchevêtrement des financements Confédération-cantons dans le domaine numérique (SCPT, SCOCI, Service de protection des témoins, etc.)
- Rapport sur la criminalité pédosexuelle dans l'espace virtuel
- Engagement d'experts policiers dans les opérations de paix des organisations internationales
- MoU de coopération policière Suisse–Royaume-Uni
- Postes pour les services cantonaux de renseignement

Vendredi 15 novembre 2019 : Affaires statutaires et dossiers des cantons

- Communications du président
- Procès-verbal de l'Assemblée de printemps du 11 avril 2019
- Élections (Comité du programme HIP, Commission de direction PSC, PolCom)
- Médecine légale en Suisse ; prochaines étapes en vue d'une réforme structurelle
- Avancement de la mise en œuvre CSCSP : information
- Système d'information de l'exécution des sanctions pénales
- Stratégie CSCSP pour la période 2021-2024
- Nouvelle convention de prestations CCDJP-CSCSP pour la période 2021-2024
- Convention de prestations CCDJP-efsp
- Rapport intermédiaire de recommandations en matière de radicalisation

- Intégration des centres fédéraux pour requérants dans le système JTS
- Présentation du rapport d'enquête sur les effectifs des forces de sécurité (Christoph Koller, Daniel Fink)
- Création de l'association Surveillance électronique (*Electronic Monitoring EM*)
- Optimisation de l'administration numérique (représentant PwC et CdC)
- Prévention Suisse de la Criminalité : approbation de la planification et du budget 2020

24 septembre 2019
07.06.01.06.04/cst